

EXPÉRIMENTATION ET AUTOGESTION

Encensée par ceux qui voient en elle un parcours autogestionnaire, condamnée sans appel par tous les pourfendeurs du réformisme, l'expérimentation sociale « carrefour d'ambiguités politiques » pose un réel problème, dont on ne saurait se débarrasser d'un trait de plume, se dispensant d'une analyse du contenu du projet politique.



Dessin de J.P.Cagnat

L'EXPÉRIMENTATION sociale est aujourd'hui à la mode, avec toutes les ambiguïtés que cela implique. Pour les uns, elle représente la grande novation autogestionnaire des « nouveaux mouvements sociaux », tandis que d'autres y voient le mal absolu, symbole de la « gauche américaine ». Mais ces éloquentes références aux grands choix stratégiques recouvrent aussi, on ne saurait l'ignorer, une âpre lutte politique qu'avivent les enjeux de l'élection présidentielle.

Pourtant, l'expérimentation sociale constitue bien un problème réel, car-

retour d'ambiguités politiques certes, mais aussi possible mouvement social dont la dimension spécifique doit être dégagée.

Tentons ici d'en cerner quelques données essentielles.

1) L'expérimentation sociale et l'autogestion :

Contrairement à certaines affirmations, l'expérimentation sociale ne saurait constituer en soi un processus autogestionnaire. Et « l'autogestion du quotidien », comme on la désigne parfois, souligne plus le contenu réformiste d'un « socialisme de responsabilité » que la recherche d'une véritable perspective autogestionnaire. Car celle-ci exige pour constituer une

stratégie autonome, un dessein du changement des rapports de production en s'intégrant à tous les niveaux de la lutte sociale. Autrement dit, la lutte au jour le jour de l'autogestion socialiste ne passe pas par la superposition d'une « pratique autogestionnaire » à une action politique intégrée au système étatique dominant, mais suppose au contraire une rupture de principe avec ses schémas empruntés à la social-démocratie.

A l'inverse, pour un parti, la référence à l'expérimentation sociale n'est pas neutre et renvoie au contenu du projet politique. Récupération ou stratégie autogestionnaire, tels sont les termes du débat. Car il n'y a pas de la part d'un parti et de ses militants, de définition et de pratique de l'expérimentation autre que récupératrice sans formulation d'une stratégie autogestionnaire explicite.

Donc si l'expérimentation ne saurait constituer par elle-même l'autogestion, elle exige par contre, pour devenir agent du changement social, la nette définition d'une stratégie autogestionnaire de la transition.

Les modes de fonctionnement du parti, son type de militantisme et les rapports qu'il entretient avec les mouvements sociaux sont ici en question. On a souvent à ce sujet mis en cause le léninisme et la théorie des « courroies de transmission » (1). La critique est tout à fait fondée, même si le léninisme n'est pas en cette affaire aussi réducteur que certains l'imaginent. Mais il est aussi très dangereux de ne voir qu'un aspect des choses. Car les difficultés politiques de l'expérimentation dans notre pays ne relèvent peut-être pas d'abord des tares de la centralisation héritée du bolchévisme. La vie politique française est avant tout dominée par le présidentielisme. C'est ainsi qu'au sein du P.S., les courants, le style des leaders et les mécanismes mêmes de la décision politique sont organisés sur le mode présidentiel. Or, il s'agit là d'une

dynamique indiscutablement anti autogestionnaire, dans laquelle les mouvements sociaux ne sont perçus et considérés qu'en tant que réserves potentielles pour un clientélisme électoral. Ainsi l'établissement d'un rapport constructif avec le mouvement social d'expérimentation suppose-t-il une critique des pratiques politiques aujourd'hui dominantes même au sein de la gauche.

2) Les dangers de l'expérimentation sociale :

Ils sont abondamment évoqués par les adversaires de l'expérimentation. Celle-ci inciterait au repli hors du champ politique et de la lutte contre l'État capitaliste. Il est trop aisé de multiplier les démonstrations à coup d'exemples de reconversion de tel ou tel rescapé des barricades de 68 dans la « fuite » du « do it yourself » pour qu'on y insiste. Les faits sont là, indiscutables, de la dépolitisation d'une fraction des radicaux les plus extrêmes. Pour faire bon poids, on y a ajouté les exemples, souvent venus des U.S.A., de récupération d'expérimentations réussies par les multinationales ou l'appareil d'État (l'Administration Kennedy aux U.S.A.). Tout cela encore une fois est parfaitement exact. Mais quelles conclusions doit-on en tirer ? Que l'expérimentation sociale n'est qu'une sombre machination de la Trilatérale visant à un contrôle social plus élaboré ? Est-ce vraiment si simple ?

Les récupérations politiques ne prouvent rien si ce n'est l'existence de la lutte des classes. Le contexte politique dans lequel se développent les mouvements sociaux aux U.S.A. n'est pas propre à la seule expérimentation. Le mouvement ouvrier y est lui-même beaucoup plus largement intégré que les expériences de vie différentes. Plutôt que d'errer entre les tentacules d'une imaginaire gauche américaine, interrogeons-nous sur les raisons sociales et politiques de l'émergence (ou résurgence?)

d'une demande sociale déjà non négligeable.

L'exemple des LIP a sans doute ouvert la voie (et il ne s'agissait pas d'une « fuite »), tant dans sa phase de lutte à caractère autogestionnaire que dans celle, actuelle, d'expérience coopérative. Sur un plan très différent, le combat des radios libres a plus fait pour poser le problème du monopole de l'information que toutes les proclamations, aussi bonnes qu'elles aient pu être. Ces exemples témoignent du fait que l'expérimentation peut prendre un sens politique bien déterminé.

Pourquoi le fait de « réaliser » plutôt que de « dire » (les deux n'étant d'ailleurs pas contradictoires) prend-il aujourd'hui une signification particulière ? Sans doute pour plusieurs raisons à la fois :

- parce qu'avec le développement technologique, la lutte pour le changement des rapports de production ne peut ignorer l'action directe sur les forces productives. L'exemple du nucléaire est particulièrement éclairant à ce sujet : une lutte « contre » ne peut plus trouver sa dynamique sans une lutte « pour » les alternatives de développement, y compris par l'expérimentation (pour d'autres énergies dans les mairies, les coopératives, maisons de jeunes, etc.).

- parce que le contrôle social de la classe dominante sur la société constitue aujourd'hui un ensemble souple et complexe (exemple de l'information) capable d'absorber les poussées politico-revendicatives de type frontiste qui ont fait les grandes heures du mouvement ouvrier.

- parce que la crise fait éclater les disponibilités de l'État-Providence en ruinant les marges d'assistance disponibles. Ces points appelleraient chacun un développement qui n'est pas ici possible; insistons sur le dernier parce qu'il touche au véritable « danger » qui guette le mouvement d'expérimentation sociale.

En effet, ce danger ne tient pas tant aux volontés en quelque sorte machiavéliques de « récupération » qui hanteraient la bourgeoisie française, qu'« aux conditions mêmes dans lesquelles va se développer la restructuration capitaliste.

Ici certaines interprétations (généralement rocardiennes) de l'expérimentation ne sont pas pour nous acceptables. Ainsi P. Rosanvallon peut-il déclarer (*Nouvel Observateur*, 12 septembre 77) :

« Désétatiser la société, c'est permettre à tous ceux qui le désirent de se rendre à eux-mêmes les « services publics » dont ils ont besoin au lieu de réclamer plus de législation, plus de réglementation, plus d'intervention ».

Est-ce là le bon angle d'attaque pour l'expérimentation sociale afin d'imposer un autre type de développement (autocentré régionalement) donc y compris pour d'autres investissements ?

Pourquoi y-a-t-il là danger ? Parce que la bourgeoisie française

aux prises avec la crise est en plein « redéploiement industriel ». Que celui-ci vise à une autre compétitivité, tournée vers les « créneaux » à l'exportation. Cette politique n'est pas créatrice d'emplois, laissant au contraire s'effondrer le tissu industriel de certaines régions, d'où d'ailleurs des appels sans suite pour la « reconquête du marché intérieur ». Aussi l'économie française peut-elle se développer en un double secteur (2) l'un de pointe, compétitif, à hauts salaires, l'autre limité aux besoins internes s'appuyant sur une couche de travailleurs sans statut (intermédiaires, contrats limités à 3 ou 6 mois...). Dans ce second secteur plutôt que « d'assister » (par exemple les chômeurs) on tenterait « d'occuper » et certaines formes de « désétatisation » pourraient fort bien contribuer au désengagement social de l'État imposé par la crise de l'État-Providence. Dans ce contexte un certain type d'expérimentation sociale pourrait fort bien

figurer comme partie intégrante des projets de restructuration capitaliste.

Notre objectif est évidemment inverse. Il ne condamne pas le recours à l'expérimentation, mais au contraire en dégage clairement la nécessité comme l'un des moyens de lutte adopté à certaines spécificités des pays développés. L'erreur consisterait précisément à abandonner des terrains qui prennent aujourd'hui de l'importance par suite de l'approfondissement de la crise capitaliste. Mais cette démarche exige par contre que les finalités politiques de l'expérimentation sociale soient clairement définies.

Serge DEPAQUIT •

(1) Selon Lénine les syndicats constituent une « courroie de transmission » entre les masses et le parti.

(2) Voir l'article de F. Dalbert dans *Critique Socialiste*, n° 35. L'expérimentation sociale en question ainsi que l'article de D. Clerc dans ce même dossier.